
57ème Édition

REVUE DE PRESSE

Sécurité & Défense



ASSOCIATION PANTHÉON- SORBONNE SÉCURITÉ- DÉFENSE

Rédacteurs:

Alexandre GLABASNIA,
Amzina DAOUSSA DEBY,
Bastien POULIQUEN,
Elina RIBEIRO DA COSTA,

Julien DEBIDOUR LAZZARINI et Pauline ALOS

www.p1sd.fr

Novembre 2024



57ème Édition

Sécurité & Défense

Sommaire:



1. Afrique

- 1.1. Fin d'une ère dans la coopération de défense entre le Tchad et la France
- 1.2. Lancement de l'Exercice Crocodile Lift 2024 entre les Marines Nigériane et Française



2. Amérique

- 2.1. Veto sino-russe à l'ONU suspend l'avenir de la mission kenyane en Haïti
- 2.2. Tensions croissantes à Haïti après la fuite du chef de gang "Barbecue"



3. Asie

- 3.1. La France prend le commandement de la mission NMI en Irak
- 3.2. Taiwan cherche à renforcer ses partenariats internationaux de défense



4. Europe

- 4.1. Soutien à l'Ukraine au coeur des débats des élections législatives allemandes
- 4.2. L'armée britannique amorce sa restructuration avec la démobilisation de deux navires



5. Focus

- 5.1. Espionnage, sabotage et cyberattaques dans les opérations russes au-delà de l'Ukraine





1.1. Fin d'une ère dans la coopération de défense entre le Tchad et la France

Le 28 novembre 2024, le Tchad a officiellement annoncé la fin de ses accords de coopération de défense avec la France, marquant un point de rupture historique dans une alliance qui a façonné la sécurité régionale depuis des décennies.

Cet événement survient dans un contexte de tensions croissantes entre Paris et ses partenaires africains, exacerbées par les retraits forcés des troupes françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger ces dernières années.



Selon le ministre tchadien des Affaires étrangères, Abderaman Koulamallah, cette décision reflète l'évolution et la "maturité" du Tchad en tant qu'État souverain, bien que la France reste considérée comme un partenaire essentiel. Les modalités de cette rupture, qui incluent le départ progressif des quelque 1 000 soldats français basés à N'Djamena, seront discutées dans un cadre respectant les termes de l'accord de défense révisé en 2019. Cette décision est doublement symbolique : annoncée le jour du 66^e anniversaire de la proclamation de la République du Tchad, elle s'inscrit dans une dynamique régionale de réaffirmation des souverainetés nationales.

Le Sénégal, bien que dans une posture moins conflictuelle, serait également en train de réévaluer sa coopération militaire avec Paris, soulignant un désengagement progressif des anciennes puissances coloniales. En perspective, la fin de ces partenariats traditionnels soulève des questions et marque un nouveau revers pour la présence française en Afrique. Tandis que les puissances émergentes comme la Turquie, la Russie et la Chine cherchent à combler le vide, en redéfinissant les priorités stratégiques dans une Afrique de plus en plus souveraine et multipolaire.

Sources:

- Le Temps: "Après le Mali, le Burkina Faso et le Niger, le Tchad rompt ses accords de coopération de défense avec la France", 29/11/2024 ;
- Le Léman Bleu : "Le Tchad rompt ses accords de coopération de défense avec la France", 29/11/2024 ;
- L'Express : "Sahel : au Tchad comme au Sénégal, l'armée française n'est plus la bienvenue", 29/11/2024 ;
- RFI : "Le Tchad annonce rompre ses accords de coopération de défense avec la France", 29/11/2024.





1.2. Lancement de l'Exercice Crocodile Lift 2024 entre les Marines Nigériane et Française

L'exercice Crocodile Lift 2024, lancé le 22 novembre à la base navale d'Apapa à Lagos, marque une étape importante dans la coopération militaire entre la Marine Nigériane et la Marine Nationale Française. Ce partenariat stratégique vise à renforcer les capacités de guerre amphibie, cruciales pour la lutte contre les menaces maritimes dans le golfe de Guinée. L'exercice, qui dure trois jours, simule des opérations amphibies en collaboration avec les forces françaises, incluant le déploiement du porte-hélicoptères Dixmude, un navire de classe Mistral, ainsi que des hélicoptères et des troupes spéciales.



Le contre-amiral Shehu Gombe, responsable de la Commande des doctrines navales (Naval Doctrine Command), a souligné que cet exercice s'inscrit dans un cadre plus large d'amélioration de la sécurité maritime, en particulier pour contrer la piraterie et le vol de pétrole, des problèmes majeurs affectant l'économie régionale. En plus de la simulation d'opérations amphibies, l'exercice vise à renforcer la coopération régionale et à favoriser une solution africaine face aux défis transfrontaliers. La participation de la France, à travers la fourniture de moyens matériels et de personnel, met en lumière l'importance des partenariats internationaux pour la stabilité de la région.

Cet exercice survient après l'exercice Grand African Nemo, également organisé en partenariat avec la France, et souligne l'engagement de la Marine Nigériane à défendre un environnement maritime sûr et à contribuer à la prospérité de la région. À l'avenir, ces exercices conjoints pourraient constituer une plateforme régulière pour l'amélioration des capacités africaines de défense maritime et pourraient s'étendre à d'autres pays de la région pour créer un réseau de sécurité maritime panafricain face aux menaces transnationales croissantes.

Sources:

- Corlobe : "Exercice Crocodile Lift 2024 entre les marines nigériane et française", 2024
- Defense Web : "Exercise Crocodile Lift underway in Nigeria", 25/11/2024 ;
- Military news : "Nigerian Navy and French Forces Conclude Joint Maritime Exercise", 25/11/2024 ;
- France in Nigeria : France in Nigeria official X account, 2024.





2.1. Veto sino-russe à l'ONU suspend l'avenir de la mission kenyane en Haïti

La Russie et la Chine ont récemment opposé leur veto à une résolution visant à transformer la mission kenyane en Haïti en une mission de maintien de la paix des Nations unies. Présentée par les États-Unis et l'Équateur, cette proposition cherchait à renforcer la réponse internationale face aux gangs, qui contrôlent plus de 80 % de Port-au-Prince, et à répondre à une crise humanitaire sans précédent. Elle visait également à sécuriser un financement stable pour une mission en manque criant de ressources.



Les États-Unis, principal bailleur, ont déjà investi 300 millions de dollars d'aide humanitaire en trois ans et proposé une augmentation de 200 millions, sous réserve de l'approbation du Congrès. Washington soutient la transformation en mission onusienne, estimant qu'une approche multilatérale est essentielle pour une réponse durable et coordonnée à la crise.

La Russie et la Chine, cependant, rejettent cette approche pour plusieurs raisons. Elles jugent qu'une mission de maintien de la paix est inadaptée à une situation marquée par l'instabilité politique et l'effondrement de la gouvernance haïtienne. De plus, elles plaident pour que la mission kenyane atteigne d'abord son plein potentiel avant d'envisager une transition. Enfin, leurs doutes sur l'efficacité des interventions onusiennes, exacerbés par les échecs passés en Haïti, alimentent leurs réticences.

Pour répondre à ces objections, les États-Unis ont révisé à plusieurs reprises la résolution, retirant toute mention explicite de la transformation en mission de paix. Pourtant, aucun consensus n'a été trouvé.

Malgré ces blocages, le Kenya a réaffirmé son engagement envers cette mission, mais il reste confronté à des défis financiers et politiques majeurs. La situation en Haïti, quant à elle, demeure critique.

Sources:

- APNews : "Russia and China oppose changing the Kenya-led force in Haiti to a UN peacekeeping mission", 21/11/2024 ;
- Security Council report : "Haiti: Briefing and Consultations", 19/11/2024 ;
- Reuters : "UN mulls Haiti peacekeeping force as gangs ramp up warfare", 21/11/2024 ;
- Daily Journal : "Russia and China oppose changing the Kenya-led force in Haiti to a UN peacekeeping mission", 20/11/2024 ;
- CNN : "Blinken says US intends to provide \$200M for Haiti multinational security support mission", 22/11/2024.





2.2. Tensions croissantes à Haïti après la fuite du chef de gang "Barbecue"

Le jeudi 21 novembre 2024, des unités spéciales de la Police Nationale d'Haïti (PNH) ont pris d'assaut Bas Delmas, un secteur sous le contrôle de Jimmy "Barbecue" Chérizier, chef de gang et ancien officier de police. Malgré une confrontation armée d'une rare intensité impliquant le SWAT, le CIMO, et le Groupe d'Intervention de la PNH (GIPNH), Chérizier a échappé à l'arrestation. Parmi ses lieutenants abattus figurent "Ti Chinay" et "Ti Dyab", connus pour des activités criminelles variées, notamment le détournement de camions et l'extorsion.



Cette opération, bien que significative, reflète les limites structurelles de la PNH, sous-équipée face à des gangs de mieux en mieux armés et organisés. La réponse de l'État se double désormais d'une montée en puissance des mouvements de vigilance comme "Bwa Kale", qui mobilisent les citoyens pour protéger leurs quartiers. Si ces groupes de vigilance répondent à l'effondrement des institutions étatiques, leur autonomisation croissante soulève des préoccupations : risques de dérapages violents et d'évolution vers de nouvelles structures criminelles.

En parallèle, la recrudescence des affrontements entre gangs, auto-défense et forces de l'ordre contribue à aggraver la crise humanitaire. La famine menace près de 50 % de la population, tandis que l'ONU a évacué une partie de son personnel face à l'insécurité galopante. En définitif, l'échec de l'opération contre "Barbecue" met en lumière une dynamique inquiétante : l'incapacité de neutraliser les figures-clés du grand banditisme pourrait cristalliser les réseaux criminels, rendant une stabilisation du pays encore plus incertaine. Une réforme profonde des capacités opérationnelles de la PNH s'impose, associée à un cadre juridique pour encadrer les groupes d'auto-défense.

Sources:

- *Aljazeera* : "UN evacuation in Haiti, police assault stronghold of gang leader 'Barbecue'", 25/11/2024 ;
- *Haïti Libre* : "Haïti - FLASH : Importante opération policières au bas Delmas, «Barbecue» réussi à s'échapper", 23/11/2024 ;
- *TV5 Monde* : "Haïti : 'Barbecue', redoutable chef de gang, échappe à une opération de police", 23/11/2024.





3.2. La France prend le commandement de la mission NMI en Irak

Le 27 septembre 2024, Bagdad et Washington ont annoncé la fin de l'opération Inherent Resolve (OIR), menée depuis dix ans par une coalition internationale sous l'égide des États-Unis en Irak et en Syrie. Cette opération visait à éradiquer le califat autoproclamé par l'État islamique (Daesh). Désormais, les 30 pays de la coalition continueront leur soutien aux forces irakiennes via des partenariats bilatéraux, comme le traité stratégique signé en janvier 2023 entre Paris et Bagdad.



Le retrait des forces coalisées de certaines bases irakiennes est déjà en cours et s'achèvera le 1er septembre 2025. Toutefois, les opérations militaires en Syrie se poursuivront jusqu'au 1er septembre 2026, pour éviter une résurgence de Daesh. Parallèlement, l'OTAN maintient depuis 2018 sa mission en Irak (NMI), qui vise à renforcer les institutions et les forces de sécurité locales afin qu'elles puissent prévenir le retour de l'EI et lutter contre le terrorisme de manière autonome.

Depuis mai 2024, les Pays-Bas dirigent cette mission, mais la France prendra le commandement en 2025, comme l'a confirmé le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées (CEMA), le 25 septembre. Il a souligné que, bien que l'OIR touche à sa fin à la demande des Irakiens, la mission de l'OTAN se poursuivra, avec l'objectif de consolider les avancées dans la lutte contre Daesh.

Cette future responsabilité soulève des questions sur les moyens que la France mobilisera. En collaboration avec les autres membres de l'OTAN, elle devra coordonner les « centaines de conseillers militaires et civils » et les unités de soutien participant à la NMI. Cette transition marque une nouvelle étape dans la coopération internationale pour garantir la stabilité régionale.

Sources:

- Forces Operations Blog : "Vers un changement de posture pour la présence militaire française en Irak ?", 08/10/2024 ;
- Opex 360 : "Le général Burkhard confirme que la France prendra bientôt le commandement de la mission de l'Otan en Irak", 03/11/2024 ;
- Le Monde : "En Irak, la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique prendra fin en 2025", 28/09/2024 ;
- France Info : "La coalition internationale contre l'Etat islamique en Irak prendra fin en 2025", 28/09/2024.





3.2. Taïwan cherche à renforcer ses partenariats internationaux de défense

Le lundi 25 novembre 2024, Taïwan a déclaré avoir détecté un ballon chinois dans sa zone de défense aérienne, accompagné de douze avions de chasse et sept navires de guerre. Ce phénomène s'est reproduit le 28 novembre. La menace croissante de la Chine, perceptible depuis octobre, pousse le président chinois à réaffirmer ses partenariats internationaux de défense.



En réponse, Taïwan a déployé des avions de chasse, des navires et des systèmes de défense antimissile lors d'exercices militaires. Le président taïwanais, Lai Ching-te, entamera le 30 novembre sa première tournée internationale depuis son élection. Il prévoit de visiter les Îles Marshall, les Palaos et les Tuvalu, trois micro-États du Pacifique, pour consolider les alliances et renforcer les partenariats en matière de défense et de sécurité maritime et aérienne. Parallèlement, Lin Chia-lung, chef de la diplomatie taïwanaise, s'est rendu en Union européenne dès le 20 novembre pour solliciter le soutien des États membres.

Les États-Unis demeurent le principal partenaire de défense de Taïwan. Le président Lai se rendra prochainement à Hawaï et sur l'île de Guam dans ce cadre. De plus, un avion de surveillance américain a survolé le détroit de Formose deux jours auparavant, réaffirmant le soutien stratégique de Washington à Taipei. Lors d'une rencontre avec Joe Biden le 16 novembre, Xi Jinping avait pourtant exhorté les États-Unis à ne pas "franchir la ligne rouge", demandant une diminution de leur aide à Taïwan.

Ces tensions renforcent la stratégie du président Lai visant à multiplier les alliances de défense. Les récents déplacements diplomatiques et les interventions militaires de la Chine et des États-Unis illustrent un climat de rivalité croissante en mer de Chine et autour du territoire taïwanais.

Sources:

- RFI : "Taïwan: exercices aériens et maritimes face à Pékin, le président prépare sa première visite à l'étranger", 28/11/2024 ;
- Le Figaro : "Taïwan : Xi Jinping appelle les États-Unis à ne pas franchir la «ligne rouge»", 17/11/2024 ;
- Le Monde : "Taïwan dit avoir détecté un ballon chinois dans sa zone de défense aérienne", 28/11/2024 ;
- RFI : "Un avion de surveillance américain survole le détroit de Taïwan, Pékin déploie des forces militaires", 26/11/2024 ;
- RFI : "Lin Chia-lung, le chef de la diplomatie de Taïwan passe par le Parlement européen", 20/11/2024.





4.1 Soutien à l'Ukraine au coeur des débats des élections législatives allemandes

Dans la perspective des élections législatives du 23 février 2025, une vive bataille interne a secoué le SPD (Parti social-démocrate) au sujet de son candidat. Plusieurs membres ont demandé l'écartement d'Olaf Scholz, chancelier sortant, au profit du ministre de la Défense, Boris Pistorius, très populaire auprès des Allemands. Finalement, Scholz a été désigné le 25 novembre.



Ce choix a toutefois ravivé le débat sur le soutien allemand à l'Ukraine, question centrale au sein du SPD. Boris Pistorius, connu pour son engagement clair en faveur de Kiev, reste isolé dans un parti où Scholz prône une approche plus "prudente" du conflit. Cette divergence reflète des tensions internes sur l'orientation de la politique étrangère.

Le 29 novembre, l'ancien chef d'état-major polonais Rajmund Andrzejczak, dans un entretien au **Figaro**, critiquait la position allemande : "J'ai du mal à comprendre [...] qu'un pays comme l'Allemagne considère que fournir des systèmes de longue portée à l'Ukraine représente un danger direct pour Berlin."

Friedrich Merz, candidat de la CDU, a également attaqué Scholz dans une tribune publiée au **Monde**. Il a dénoncé l'échec du chancelier à concrétiser le **Zeitenwende** ("changement d'ère") annoncé et réaffirmé son soutien à l'Ukraine. Les Verts, anciens alliés de la coalition "tricolore", partagent une ligne proche de la droite sur ce sujet.

Avec le SPD en tête, mais de peu, face aux Verts (écart actuel : 3 points), une contre-performance du parti pourrait repositionner la question ukrainienne au centre des négociations pour une nouvelle coalition. Ce contexte met en lumière les enjeux stratégiques à la fois internes et externes qui dominent la campagne.

Sources:

- *Opex 360* : "Le ministère allemand de la Défense va soumettre 37 projets d'armement au Bundestag avant la fin de l'année", 27/11/2024 ;
- *Le Monde* : "Allemagne : Olaf Scholz lance sa campagne en défendant sa voie « prudente » sur l'Ukraine", 25/11/2024 ;
- *Le Figaro* : "L'ancien chef d'État-major de l'armée polonaise au Figaro: « Si les États-Unis échouent à défendre l'Ukraine, les Chinois attaqueront Taïwan »", 29/11/2024.





4.2. L'armée britannique amorce sa restructuration avec la démobilisation de deux navires

Keir Starmer, Premier ministre britannique depuis le 5 juillet 2024, s'est engagé à restructurer en profondeur l'armée britannique, qu'il accuse les conservateurs d'avoir laissée dans un « état déplorable ». Cependant, ce projet ambitieux s'annonce complexe et semé d'obstacles.



Tout d'abord, les équipements de l'armée sont vieillissants. Le 19 novembre 2024, le ministre de la Défense, John Healey, a annoncé la démobilisation des navires de transport HMS *Albion* et HMS *Bulwark*. D'autres équipements, comme les drones *Watchkeeper* ou les hélicoptères *Puma* et *Chinook*, seront également retirés plus tôt que prévu. Ces retraits laissent un vide important à combler.

Mais remplacer ces matériels pose un problème majeur. Le National Audit Office (NAO) a révélé un déficit de 17 milliards de livres dans les fonds nécessaires aux achats militaires d'ici 2030, soit un horizon proche à l'échelle stratégique. Ce « trou » budgétaire coïncide avec une situation économique préoccupante, marquée par un déficit public atteignant 5,1 % du PIB.

Par ailleurs, l'armée britannique peine à fidéliser ses effectifs. Chaque mois, environ 300 soldats quittent les rangs, obligeant le gouvernement à augmenter primes et rémunérations pour compenser cette hémorragie. Ces dépenses supplémentaires aggravent la pression sur un budget déjà contraint.

Face à ces défis, Keir Starmer ambitionne de porter les dépenses de défense à 2,5 % du PIB, contre 2,2 % actuellement. Bien que cet objectif soit une étape clé, les difficultés économiques pourraient freiner sa réalisation. Dans un contexte géopolitique incertain, le défi pour le Premier ministre est de préserver la puissance de l'armée britannique tout en naviguant les contraintes budgétaires.

Sources:

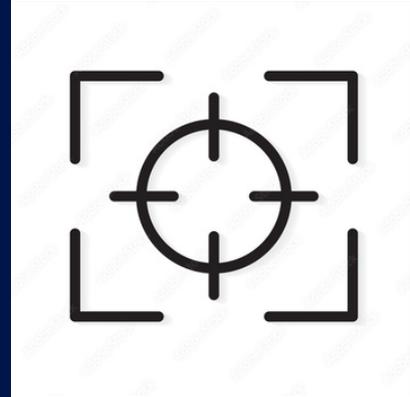
- Opex 360 : "Chaque mois, les forces britanniques perdent 300 militaires de plus qu'elles n'en recrutent", 23/11/2024 ;
- Ouest-France : "Le Royaume-Uni va réviser sa stratégie de défense et ses moyens militaires", 16/07/2024 ;
- Le Figaro : "Royaume-Uni : l'armée va décommissionner des navires, drones et hélicoptères vieillissants", 20/11/2024 ;
- L'Orient le Jour : "L'armée britannique va décommissionner des navires, drones et hélicoptères vieillissants", 20/11/2024.





5.1. Espionnage, sabotage et cyberattaques dans les opérations russes au-delà de l'Ukraine

Depuis 2014, la Russie intensifie ses opérations clandestines dans les pays occidentaux, utilisant l'ensemble de ses capacités stratégiques hybrides, tissées sous les radars pendant des années. Ces actions font partie d'une approche globale visant à déstabiliser les États opposés à sa vision, tout en évitant une confrontation militaire directe. La complexité et l'asymétrie de ces opérations illustrent les ambitions géopolitiques de Moscou, sa capacité à s'adapter aux sanctions économiques, financières et juridiques, ainsi que sa volonté de contourner l'isolement international.



Avec ses puissants services de renseignement (FSB pour la sécurité intérieure, SVR pour les renseignements extérieurs, et GRU pour le renseignement militaire), la Russie exploite les vulnérabilités des démocraties occidentales. Elle renouvelle les méthodes d'espionnage et de kompromat pour piéger des décideurs adverses. De nombreuses infiltrations ont été découvertes, notamment en Europe de l'Est et dans les Balkans, où des agents sous couverture ou munis de fausses identités agissaient depuis des années.

Parallèlement, Moscou mène des campagnes d'influence sur les réseaux sociaux, exacerbant les divisions socio-politiques existantes et attaquant la confiance populaire dans les institutions nationales. Une autre facette de cette guerre dématérialisée est le sabotage d'infrastructures critiques, comme en témoigne l'affaire des gazoducs Nord Stream et les perturbations des câbles sous-marins de communication. Les manœuvres conjointes de la Russie et de la Chine en mer Baltique visent également à fragiliser les réseaux énergétiques européens.

Enfin, en matière de cyberattaques, la Russie cible des secteurs essentiels comme l'énergie, la finance et les systèmes de défense. L'objectif est de perturber ces systèmes, de voler des données stratégiques ou de propager des logiciels malveillants. Ces actions, souvent difficiles à attribuer, visent à semer le doute, polariser les opinions et tester la réactivité des alliés occidentaux.

Sources:

- RDN : "Guerre hybride au fond de la mer Baltique ?", 26/11/2024 ;
- RTL : "Cyberattaque, sabotage, ingérence... La guerre hybride de la Russie dans les pays d'Europe de l'Est et en Afrique", 29/11/2024 ;
- Les Echos : "Poutine va tester la solidité de l'Otan : l'avertissement des services secrets allemands", 28/11/2024 ;
- France 24 : "Incidents en mer Baltique et du Nord, la 'guerre hybride' avec la Russie s'accélère", 19/11/2024 ;
- Euronews : "Berlin : la guerre hybride menée par Moscou pourrait déclencher la clause de défense mutuelle de l'OTAN", 28/11/2024.



